Le Groupe majeur Femmes réagit au rapport "Une vie de Dignité pour tous"

dimanche 15 septembre 2013

Le Groupe Majeur Femmes
à l'attention du Secrétaire des Nations unies, M. Ban Ki Moon
le 6 septembre 2013

Objet : rapport du Secrétaire général à la 68ème session de l'Assemblée générale sur le suivi du processus des Objectifs du millénaire « Une vie de dignité pour tous : accélérer les progrès dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement et dans la définition du programme de développement des Nations Unies pour l'après-2015 »

Monsieur le Secrétaire Général,

Au nom du Groupe majeur femmes (WMG), représentant 500 organisations de femmes du monde entier, nous vous remercions de votre rapport « *Une vie de dignité pour tous : accélérer les progrès dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement et dans la définition du programme de développement des Nations Unies pour l'après-2015* ».

En temps que Groupe majeur Femmes, nous attachons une grande importance à votre rapport, dans la mesure où il constituera la base des débats politiques lors de l'événement spécial de l'Assemblée générale des Nations unies sur les OMD et le cadre post-OMD en septembre 2013. Votre rapport est manifestement l'aboutissement de tous les autres rapports que vous avez commandités, dont le rapport du Groupe de haut niveau sur le post OMD, le rapport du Réseau des solutions de développement soutenable (SDSN) et le rapport du Global Compact sur la soutenabilité des entreprises. Nous saluons l'effort que vous avez fait pour rassembler ces différentes contributions. Votre rapport et les priorités qu'il met en avant joueront un rôle majeur dans l'élaboration de l'Agenda pour le développement international post-2015. Même si nous reconnaissons les défis inhérents à la rédaction de ce type de rapport, nous sommes préoccupées du fait qu'il ne reflète pas entièrement les demandes explicitement exprimées par de nombreuses organisations de la société civile, en particulier en ce qui concerne l'égalité des sexes, les droits et la santé sexuels et de la procréation, la paix et la sécurité et la transformation du modèle économique.

Nous souhaiterions attirer votre attention sur quatre points importants :

1) L'égalité des sexes :
Dans la section III.A de votre rapport, « *Cadre conceptuel et mesures de transformation* », vous appelez à « *autonomiser (empower) les femmes et les filles* ». Nous sommes préoccupées par le caractère trop vague de cette formulation, et nous préfèrerions la voir remplacer par un appel à un « *objectif spécifique sur l'égalité des sexes et les droits humains des femmes dans le programme de développement post 2015, y compris l'élimination de toutes les formes de discrimination contre les femmes* ». Nous regrettons que nulle part dans votre rapport il ne soit reconnu que pour atteindre l'égalité des sexes, des changements transformationnels sont nécessaires, qui impliquent de s'attaquer aux normes et aux stéréotypes de genre actuels, dont l'importance est soulignée en permanence par le Comité de la Convention pour l'élimination de toutes les discriminations envers les femmes (Cedef – CEDAW). De plus, nous vous demandons instamment d'appeler à d'autres objectifs et cibles forts portant sur les droits des femmes, de façon à la fois spécifique et transversale dans le processus post 2015, comme par exemple l'élimination de toutes les formes de violence contre les femmes (VCF).

2) La santé et les droits sexuels et de la procréation :
Dans votre rapport, vous avez opté pour utiliser un terme plutôt restrictif - « *santé sexuelle et*

reproductive et droits en matière de procréation » pour décrire votre vision de l'agenda post-2015. Bien que nous apprécions votre soutien à ce programme plus limité, nous pensons qu'il ne va pas assez loin, et nous demandons l'inclusion et la protection de l'accès universel à la « *santé et aux droits sexuels et de la procréation* », comprenant entre autres, les services de santé sexuelle et reproductive globaux, complets et de bonne qualité, y compris l'avortement sans risque, la contraception, les soins de maternité, et la prévention et le traitement des MST et du VIH et une éducation sexuelle complète. Cette demande a été soutenue par les résultats des récentes conférences régionales du processus de la Conférence internationale sur la population et le développement, CIPD +20 de la Commission économique des Nations unies pour l'Europe (ECE) et de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), et nous vous demandons de suivre la dynamique engagée par ces régions.

3) Les femmes, la paix et la sécurité :
Nous nous félicitons du lien établi dans le rapport entre la paix, le développement et l'autonomisation des femmes. Toutefois, le rapport ne parvient pas à faire le lien entre ces questions. L'égalité des sexes et le droit des femmes à une participation pleine et égale dans le processus décisionnel, y compris dans les processus de paix, est intrinsèque à la paix, à la sécurité et au développement soutenable. Nous demandons instamment à tous les organismes concernés des Nations unies et aux États membres de reconnaître les liens entre l'agenda concernant les femmes, la paix et la sécurité et les processus post-2015, et de garantir que les discussions du Groupe de travail ouvert (Open Working Group) et d'autres processus connexes en tiennent compte.

4) Une transformation économique profonde :
Nous sommes extrêmement préoccupées que tout en reconnaissant la nécessité d'une profonde transformation économique, le rapport oublie d'apporter une approche véritablement transformatrice au modèle macro-économique actuel fondé sur des modes de consommation et de production non soutenable, sur la privatisation des services publics, qui exacerbent l'exploitation et les relations sociales et de genre inégales, en particulier en ce qui concerne les femmes pauvres et marginalisées. Un cadre post 2015 ne peut proposer une vision renouvelée que s'il revisite la façon de rendre soutenable les économies, en prenant en compte qui a ou non accès et est en mesure de bénéficier des ressources économiques. Nous souhaitons particulièrement appeler à un changement en matière de pouvoir économique, d'opportunités et de droits en faveur des pauvres et des marginalisés, notamment les femmes et les filles. Cela impliquerait entre autres des cadres juridiques pour mettre fin à la dépossession, au fait d'être déshéritées et à l'expulsion des épouses, soeurs et filles en faveur de parents de sexe masculin et des mécanismes financiers permettant aux femmes d'acheter des terres et d'avoir accès aux ressources nécessaires pour être économiquement productives. « *Un développement économique inclusif* » - comme vous le demandez dans la section III.A.90 de votre rapport - ne peut advenir que si les femmes disposent de l'autonomie et des capacités pour être motrices de changements des modèles économiques, accèdent à des opportunités de travail décent et puissent en tirer des bénéfices, et à condition que le travail de soins (care) non rémunéré soit pris en compte et que les responsabilités soient redistribuées.

Enfin, nous vous demandons d'assurer que les droits humains soient solidement placés au centre du nouveau paradigme de développement et de garantir que tout nouveau cadre soient en totale cohérence avec les accords et processus internationaux existants sur les droits humains incluant les droits des femmes [1].

Pinar Ilkkaracan (WWHR) et Sascha Gabizon (WICF)

Pour les membres du Groupe majeur Femmes [2] et la Coalition des femmes post 2015

WWHR (Women for Women's Human Rights) (Turkey)
– IWHC (International Women's Health Coalition)
– Global Network of Women Peacebuilders
– IPPF
– International Planned Parenthood Federation

– ACPD
– Action Canada for Population and Development (Canada)
– ARROW (Malaysia)
– GeED (Gender Empowerment and Development) (Cameroon)
– WEP (Women Environmental Programme) (Nigeria)
– International Women’s Rights Action Watch (IWRAW)
– Asia Pacific ICAE International Council for Adult
– Education Women International for a Common Future
– WECF International
– WEDO (Women’s Environment and Development Organization)
– DAWN
– Development Alternatives with Women for a New era
– Global Forest Coalition
– Global Policy Forum
– IWRP
– International Women’s Rights Project (Canada)
– Fundacion para Estudio e Investigacion de la Mujer (FEIM) (Argentina)
– International Aids Women Caucus
– IAWC
– CoopeSoliDar R.L (COSTA RICA)
– SIGLO XXIII (EL SALVADOR)
– FOKUS
– Forum for women and development (Norway)
– REACCIÓN CLIMÁTICA (Bolivia)
– Women’s Earth and Climate Caucus (USA)
– The African Women’s Network for Community Management of Forests
– REFACOF (Cameroon)
– WOCAN (Women Organizing for Change in Agriculture and Natural Resource Management)
– Indigenous Information network (Kenya)
– African Indigenous Women’s Organization
– East Africa International
– Pan African Network for Environment and Development in the XXIst century
– Support for Women in Agriculture and Environment
– SWAGEN (Uganda)
– Networkof NGOs of Trinidad and Tobago for the Advancement of Women (Trinidad & Tobago)
– RESURJ
– Realizing Sexual and Reproductive Justice
– Red de Educación Popular Entre
– Mujeres de Latinoamerica y el Caribe
– REPEM LAC CEAMUJER (Nicaragua)
– Suma Veritas
– Foundation One World Awake
– Youth Coalition for Sexual and Reproductive Rights
– Forum maghrébin pour l’environnement et le développement (FMED) (Marocco)
– Niger Delta Women’s movement for Peace and Development (Nigeria)
– IPAS
– AWID (Association for Women’s Rights in Development)
– World Future Council Action
– Aid
– FEMNET
– African Women’s Development and Communications Network
– Huairou Commission
– WOREC (Nepal)
– National alliance of women human rights defenders network (NAWHRD) (Nepal)

– Asociacion Raxch’ och’ Oxlaju Aj
– Tierra Verde
– 13 Aj (Guatemala)
– Asia Pacific Forum on Women, Law and Development (APWLD)
– Institute of Environment and Water Management(Kenya)
– International Women’s Anthropology Conference
– STSCRW
– College of Plant Protection
– Northwest A & F University (China)
– SWAN
– South Asia Women’s Network Rutgers WPF (Netherlands)
– AIWC (All India Women’s Conference) (India)
– Bangladesh Indigenous Women Networks (Bangladesh)
– Adéquations
– Groupe français Genre et développement soutenable (France)
– Coordinadora de la Mujer (Bolivia)
– Center for Women’s Global Leadership, Rutgers University

Notes

[1] Traduction en français de la lettre du WMG par l’association Adéquations, Groupe français genre et développement soutenable

[2] Le Groupe majeur femmes rassemble plus de 500 organisations de femmes qui contribuent aux processus des Nations unies sur le développement durable incluant les processus sur l’agenda post 2015 et les objectifs de développement soutenable (www.womenrio20.org).

Copyright © Site de l’Association Adéquations - http://www.adequations.org/spip.php?article2058